

La lettre de la Commission nationale écologie de la LCR

« **L'écologie 100% à gauche** » n° 4

samedi 6 mai 2006, par [DAL CORTIVO Liliane](#), [LCR \(Commission nationale écologie\)](#), [LE STRAT Claire](#), [MENGHINI Laurent](#) (Date de rédaction antérieure : octobre 2001).

Sommaire

- [APRES L'ATTENTAT DE NEWYORK IL](#)
- [Embrasser la modernité](#)
- [Un abattage inhumain ?](#)
- [Une faute inexcusable](#)

Edito

APRES L'ATTENTAT DE NEWYORK IL EST URGENT DE SORTIR DU NUCLEAIRE !

Un des sujets de réflexion qui se posent inévitablement après le monstrueux et barbare attentat terroriste de New York est le suivant : quelles seraient les conséquences si un attentat à l'avion suicide prenait une usine nucléaire comme cible ?

Les réacteurs ne sont pas protégés contre une telle éventualité, parce que les « experts » avaient calculé que la possibilité qu'un avion de ligne tombe sur une centrale nucléaire est d'une sur cent millions d'années, donc négligeable. Ils n'avaient pas intégré dans leurs calculs l'hypothèse d'un d tournement terroriste...

Si tel était le cas, observe Paul Leventhal, président du Nuclear Control Institute, basé à Washington, nous aurions affaire un scénario de type Tchernobyl. Imaginons les conséquences d'une attaque coordonnée contre 5 ou 6 centrales...

Mais il y a pire : selon une étude du cabinet de consultants nucléaires WISE-Paris, commandée par la direction générale de la recherche de l'Union Européenne, la chute d'un avion sur l'usine de retraitement nucléaire de la Hague (Manche) aurait des conséquences encore plus catastrophiques. Selon cette recherche, la quantité de césium 137 - un combustible hautement radioactif (pendant

trente années) stock la Hague - qui serait dispersée dans l'environnement dans le cas d'une chute d'avion sur l'usine, serait 66,7 fois supérieure celle de Tchernobyl. Ce qui signifie que la « dose collective » de radiation produite par cet « accident » serait de cinquante (50) fois la dose collective de Tchernobyl. On calcule les victimes de cancers mortels à 1,5 millions de personnes. (*Le Monde* du 16 septembre 2001).

Voilà pour la source d'énergie la plus sûre et la plus propre, selon la publicité de l'EDF ! Ces scénarios catastrophe sont peu plausibles ? Mais qui pouvait imaginer, encore il y a dix jours, le scénario tragique qui vient de se passer à New York ?

La seule garantie contre les « accidents », attentats et autres dangers inhérents aux usines nucléaires c'est, encore et toujours : la sortie du nucléaire. Maintenant et pas dans dix ans !

Journée nationale anti-nucléaire du 20 octobre

Embrasser la modernité

Critiquer le « tout nucléaire » en France était hier impossible. L'écologie politique, qui seule s'y aventurait, faisait figure d'hérétique, de mauvais plaisant, il était évident qu'elle refusait la modernité, qu'elle préférerait « ringardiser » la France. Aujourd'hui, si la discussion demeure difficile, la décision de l'Allemagne de sortir du nucléaire et l'ouverture du marché français de l'électricité à la concurrence ont ouvert une brèche dans ce qui fonctionnait jusque-là comme un consensus sans faille. Il faut que s'ouvre, dans ce pays, un débat sur les choix énergétiques nationaux, pour que s'élaborent des solutions collectives, démocratiques, acceptables par tous - et respectueuses de l'écosystème comme des générations futures.

La question est d'autant plus d'actualité que nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins. Les décisions qui sont prises maintenant et le seront dans la décennie qui vient regardent la gestion du siècle à venir en matière énergétique : les centrales françaises arrivant en fin de vie à partir des années 2010, doit-on en renouveler le parc ou s'orienter vers la sortie du nucléaire ? Or, le gouvernement actuel n'a toujours pas remis en cause l'option électronucléaire, même

si l'engagement programmatique Verts/PS avait pu faire penser à des avancées : la décision gouvernementale de fermeture de Superphénix en 1998 était censée nous en apporter la rassurante certitude... Las ! Au lieu de ce scénario, les décisions prises depuis l'été 1999 par le gouvernement Jospin, en l'absence de tout débat public, contournent le mince obstacle des engagements politiques et préparent au contraire la relance et la modernisation de la filière : la réorganisation de la filière en un groupe d'Etat unique, Areva, l'accord Framatome-EDFSiemens pour la mise au point de l'EPR (après les élections !), le laboratoire d'enfouissement des déchets à Bure, l'autorisation du transport du Mox et l'extension de sa fabrication, la reprise du trafic des déchets entre la France et l'Allemagne... autant de signes négatifs, pour le moins.

La remise en cause et le refus du nucléaire ne doivent pas être assimilés à la frileuse position d'arrière-garde de ceux qui refuseraient Science et Modernité. C'est au contraire un combat progressiste contre une limite objective et paradoxale à notre développement. Objective, parce que le nucléaire occupe l'espace du pensé et du pensable en matière de production électrique en France, et paradoxale, parce que, sous couvert de haute technologie et d'innocuité en matière d'émission de gaz à effet de serre, le choix nucléaire, faisant office à la fois de bonne conscience écolo et de vitrine de la puissance française, interdit les recherches alternatives, comme il permet d'ignorer à bon compte l'essentiel des problèmes de pollution. C'est un combat contre la culture étatique et corporatiste du secret, imbriquant nucléaire civil et nucléaire militaire, pour la transparence des politiques énergétiques et l'intrusion des citoyen(ne)s dans les choix qui engagent l'avenir. Un combat contre les dogmes du nucléaire, qui fonctionnent comme des tabous ininterrogeables depuis 1945. Un combat enfin contre le productivisme débridé, pour l'élaboration de solutions alternatives en matière énergétique, qui permettent de concilier l'emploi, l'aménagement du territoire et l'environnement.

Claire Le Strat

Débat

Un abattage inhumain ?

Pourquoi faut-il s'indigner du grand abattage d'animaux qui a servi de méthode de lutte contre la fièvre aphteuse, notamment en Grande Bretagne ? Et pourquoi une certaine indignation n'est pas plus acceptable que l'indifférence ? Passé l'événement, nous poursuivons la réflexion entamée dans la lettre n°2.

Ce type d'acte met à l'épreuve et

dévoile le rapport concret de l'homme à la nature. Il ne s'agit pas de brocarder notre anthropocentrisme, car on voit mal comment l'homme pourrait renoncer à faire de lui-même le centre de son activité mais de déterminer en quoi précisément notre humanité appelle une condamnation de ce type de dérives. Ce n'est bien qu'en considération de ses conditions d'existence présentes et futures, de son présent et de son avenir, que l'homme ne peut être indifférent au sort réservé aux autres espèces vivantes. Il ne saurait exister, à proprement parler, sans leur présence. La préservation de la vie animale et végétale est fondamentale.

Nul besoin pour autant d'une quelconque mystique de la vie. Dans ce rapport de l'homme à la vie, les animaux domestiques, qu'ils soient élevés pour le nourrir ou pour lui « tenir compagnie », occupent une place à la fois concrète et symbolique de la liaison de l'homme à la nature. Les traitements employés qui conduisent à leur chosification se font aussi au détriment des hommes.

Nourrir les animaux avec n'importe quoi ou dans des conditions abominables, c'est nuire à la qualité de la nourriture consommée. Traiter le vivant comme du simple minerai, produire des aliments comme on produit des tonnes d'acier, c'est traiter l'homme comme un simple débouché économique d'une branche de production, ce qui ne peut se faire qu'à ses dépens. Le productivisme appliqué à l'agriculture fait abstraction de la réalité du vivant. La course à la productivité se paye par la pollution des eaux, la perte de qualité des aliments ou la réduction de la diversité génétique des cultures.

L'homme doit prendre conscience des contraintes écologiques ce

qui suppose de remettre en cause
une agriculture livrée au capitalisme.
L'abattage militarisé auquel se sont
livrées les autorités anglaises alors
même qu'une autre solution était
possible, celle de la vaccination,
dans l'unique but de préserver des
revenus à l'exportation, est symptomatique
d'une agriculture surintensive,
qui intoxique les consommateurs
au Nord et ruine les paysans au Sud.

Il constitue la fuite en avant d'un système
qui entend préserver le profit
généré par une agriculture pour
laquelle la nature est simple chose
inerte. Tout est fait pour que le veau
d'or ne se transforme en plomb.
Pour autant certaines manifestations
d'indignation posent problème, celles
qui utilisent un lexique identique
à celui employé pour les hommes,
ou déduit de celui-ci, ainsi des mots
de massacre, de zoocide ou de
génocide... comme si l'abattage
actuel pouvait être équivalent à un
massacre d'êtres humains, comme
si le sens et la portée de ces deux
actes était équivalent. Il n'y aura pas
d'écologie d'avenir fondée sur une
mise entre parenthèse de l'irréductible
spécificité de l'espèce humaine.

Le perdre de vue ou le nier c'est précisément
perdre en humanité et
renoncer à l'humanisme qui doit servir
de socle à notre conception de
notre rapport à la nature.

Laurent Menghini

Amiante

Une faute inexcusable

Les lois du marché pour l'OMC ne devraient rencontrer aucune contrainte.
Ainsi en va-t-il du commerce de l'amiante, pour lequel le Canada, premier

exportateur au monde, avait déposé une plainte contre la France, accusée d'avoir interdit l'importation de cette fibre mortelle en 1997. Cela ne fait que 70 ans que l'on soupçonne l'amiante d'effet cancérigène et seulement une quarantaine d'années que les épidémiologistes ont scientifiquement démontré le lien entre cette fibre et les maladies respiratoires. Cela ne fait que quelques milliers d'ouvriers qui auront manipulé et inhalé sans précaution cette fibre et qui aujourd'hui crèvent de maladies respiratoires et autre cancer de la plèvre.

Heureusement partout dans le monde un mouvement de protestation est né : 300000 plaintes aux USA, des centaines au Brésil contre la maison Eternit - Saint-Gobain, à Londres 2000 mineurs noirs d'Afrique du Sud contre la firme britannique Cape Ltd. La mobilisation a payé car en mars 2001, l'OMC a dû reconnaître que la plainte canadienne contre la France n'était pas fondée et que la décision de la France reposait sur des raisons de santé publique. Néanmoins, l'argumentation développée par l'OMC risque de créer un précédent en cela qu'elle affirme sa compétence dans le domaine de la santé publique et qu'elle limite la souveraineté des Etats avec pour finalité la promotion des échanges commerciaux. Réjouissons-nous quand même de cette décision ainsi que de jugements récents de la cour d'appel en France statuant que la maladie de 20 salariés d'Everite, résultait d'une faute inexcusable de l'employeur.

Liliane Dal Cortivo

AGENDA

Samedi 20 octobre 14 H :
journée nationale de manifestation
« sortons de l'âge du nucléaire ! ».
5 manifestations inter-régionales prévues : -
Toulouse (12H, Place du Capitole)
- Nantes (Place de Bretagne)
- Colmar (Champs de mars)
- Lyon (Place Bellecour).
- Lille (Place de la République)
Tél. national : 0826 166 444 -
site : <http://www.sortirdunucleaire.org/>

Ligue communiste révolutionnaire
Commission nationale écologie
2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil
tél : 01 48 70 42 30

fax : 01 48 59 39 59